

Le Figaro (site web)
mardi 17 octobre 2023 - 09:25 UTC +02:00 357 mots

Des économistes voient le chômage à près de 8 % d'ici quelques mois

Le Figaro avec AFP

Croissance à 0,8 %, inflation à 3,3 % et 53 000 destructions d'emplois. Les économistes de l'OFCE assument une vision bien plus morose de l'économie française en 2024 que les prévisions officielles.

Selon l'OFCE, la politique de la banque centrale européenne (BCE) devrait continuer de porter ses fruits dans les prochains mois face à l'inflation. Les hausses de prix se calmeraient, au prix toutefois d'un net ralentissement de l'activité économique. La croissance du Produit intérieur brut (PIB) atteindrait ainsi 0,8 %, (quand Bercy vise 1,4 %). Le resserrement monétaire l'amputerait de 0,9 point après 0,4 point en 2023. Et le choc de l'énergie de 0,3 point.

La faible croissance de l'activité provoquerait un retournement du marché de l'emploi. Pour l'OFCE, le chômage qui avait atteint un plancher à 7,1 % au début de l'année, repartirait à la hausse rapidement. Fin 2024, il serait ainsi remonté à 7,9 %. « La possibilité du plein-emploi s'éloignerait donc », avancent les économistes.

Pouvoir d'achat en hausse

La hausse du taux de chômage s'expliquerait aussi par une augmentation de la productivité, qui plafonnait depuis le covid, alors que de nombreuses entreprises gardaient en emploi des salariés peu efficaces. « La baisse des soutiens publics aux entreprises associée à la sortie du « quoi qu'il en coûte » et aux remboursements des Prêts garantis par l'État (PGE) ainsi que le retour de la durée du travail à son niveau de 2019 devraient conduire à rattraper une partie des pertes de productivité observée », avancent les auteurs de l'OFCE.

Malgré cette remontée du chômage, le pouvoir d'achat se maintiendrait l'année prochaine. Il progresserait même de 0,4 %, en raison de l'augmentation des salaires réels (+ 0,6 %). « Ainsi en 2024, le revenu réel des ménages par unité de consommation serait 2,5 % au-dessus de son niveau de 2019 alors que le PIB par unité de consommation serait légèrement au-dessous de son niveau de 2019 (-0,3 %) ». Autrement dit, durant ces quatre années d'intenses remous, les revenus des ménages ont été davantage préservés que ceux des entreprises.